

**Séance publique du 15 novembre 2004**

**Délibération n° 2004-2232**

commission principale :

objet : **Compte-rendu des décisions prises par monsieur le président et messieurs les vice-présidents en vertu de la délégation de principe accordée par la délibération en date du 3 mars 2003**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des affaires juridiques et de la commande publique

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 27 octobre 2004, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Il est rendu compte au Conseil des décisions suivantes prises par monsieur le président ou mesdames et messieurs les vice-présidents, en application de la délibération en date du 3 mars 2003.

<b>Numéro de dossier</b>	<b>Nom des parties</b>	<b>Motif de l'instance</b>	<b>Position Communauté urbaine</b>
2002DC086	monsieur Vincent Goenvic contre monsieur Georges Husson	assignation au fond devant le tribunal de grande instance de Lyon aux fins de voir déclarer monsieur Husson responsable du préjudice subi par monsieur Goenvic lié au fonctionnement défectueux du matériel chirurgical utilisé	demanderesse aux côtés de monsieur Goenvic en sa qualité d'employeur de ce dernier
2003DC065	Géraldine Carret	requête déposée devant le tribunal administratif en date du 26 juin 2003 en indemnisation des conséquences dommageables d'un accident survenu le 19 juin 2001 avenue Clémenceau à Saint Genis Laval pour défaut d'aménagement de la chaussée	défenderesse
2003DC010	Antoinette Durlwanger	requête au fond devant le tribunal administratif de Lyon en date du 27 janvier 2003 en indemnisation des conséquences dommageables d'une chute le 15 janvier 2001 dans l'escalier quai Gailleton	défenderesse

2003DC033	Maurice Churlet	requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Lyon en date du 28 mars 2003 tendant à obtenir la condamnation de la communauté urbaine de Lyon à lui réparer les conséquences de son accrochage avec une borne mobile située rue Pizay	défenderesse
2003DC038	Société L'Arc en Ciel	recours en indemnité devant le tribunal administratif de Lyon, formé par monsieur Harriza Zane, gérant de la Société L'Arc en Ciel contre Lyon Parc Auto, la communauté urbaine de Lyon et le Sytral, à la suite des travaux de construction du tramway, rue de Marseille à Lyon 7°	défenderesse
2003DC084	Epoux Fargeot	assignation des époux Fargeot devant le tribunal de grande instance de Lyon afin de constater la résiliation du contrat de vente à la communauté urbaine de Lyon de leur immeuble bâti situé 8, rue Blériot à Bron	demanderesse
2003DC084	Belkacem Zegaoui	appel de la décision du tribunal administratif de Lyon annulant l'arrêté de préemption d'un immeuble bâti situé 8, rue Louis Blériot à Bron et condamnant la communauté urbaine de Lyon au versement d'une somme de 762,25 € à monsieur Zegaoui	demanderesse
2003DC084	Guy Fargeot	requête devant le tribunal de Grande instance en date du 18 janvier 2002 en résiliation de la vente intervenue entre les époux Fargeot et la communauté urbaine de Lyon, suite à jugement du tribunal administratif du 21 mars 2001 annulant l'arrêté de préemption de l'immeuble concerné par la vente	demanderesse
2003DC019	Hamounraoui	assignation d'appel en cause devant le tribunal de grande instance en date du 28 février 2003 en réparation du préjudice subi lors de l'accident du travail du 26 avril 1990 (basculement d'une laveuse sur la jambe) alors qu'il était employé intérim par la société Pey, sous-traitante de la société Chapuis, titulaire d'un marché avec la communauté urbaine de Lyon pour le nettoyage des places et des voies publiques	défenderesse
2003DC054	Hermine Odinot	requête en indemnisation déposée devant le tribunal administratif le 21 juin 2003 en réparation des conséquences dommageables de sa chute dans une excavation place de la Bourse à Lyon 3°	défenderesse

2003DC055	Viviane Ponson	requête introductive d'appel déposée le 26 juin 2003 devant la cour administrative d'appel pour voir annuler le jugement du tribunal administratif du 26 février 2003 qui rejetait sa demande de condamnation de la communauté urbaine de Lyon à réparer les conséquences de sa chute sur un trottoir verglacé	défenderesse
2003DC049	Christian Volsan	requête en indemnisation déposée devant le tribunal administratif le 20 mai 2003 aux fins d'obtenir réparation des conséquences de l'accident survenu le 11 juin 2002 sur la borne escamotable rue de la Bourse à Lyon 2°	défenderesse
2003DC062	Jean-Paul Bonnet	requête devant le tribunal administratif en date du 14 mai 2003 en annulation du licenciement prononcé par lettre du 13 mars 2003, en condamnation de versement d'une indemnité de compensation	défenderesse
2003DC088	Docks Lyonnais	requête devant le tribunal administratif en date du 11 septembre 2003 en indemnisation du préjudice subi lors de la destabilisation du terrain suite à la réalisation de travaux d'assainissement par la direction de l'eau	défenderesse
2003DC059	Etienne Tête contre communauté urbaine de Lyon	requête en annulation devant le tribunal administratif faisant suite à la question préjudicielle tranchée par la cour administrative d'appel de Lyon le 6 décembre 2001. Le recours est formé à l'encontre de la délibération n° 93-4095 qui autorisait le président à passer un marché de clientèle négociée avec la société Europe News Opérations dans le but d'utiliser la dénomination de la chaîne Euronews	défenderesse
2003DC085	Monsieur Philippe Clavel contre communauté urbaine de Lyon	requête devant le tribunal administratif en date du 16 septembre 2002 dirigé contre un refus de communiquer des documents administratifs relatifs à la carrière dite "de la champignonnière" située à Saint Fons	défenderesse
2003DC089	Paul Coste contre communauté urbaine de Lyon	requête en annulation de la délibération n° 2003-1199 du 19 mai 2003 relative à la signature par le président d'un avenant au contrat de forage conclu entre la communauté urbaine de Lyon et la SA Bonnefoy pour l'exploitation de la carrière de Courzieu	défenderesse

2003DC078	Association hospitalière Notre-Dame	requête devant le tribunal administratif en date du 6 août 2003 en annulation de l'arrêté de permis de construire, en ce qu'il prescrit une cession gratuite de terrain au profit de la communauté urbaine de Lyon	défenderesse
2003DC091	Guittelmacher contre commune de Saint Genis Laval et communauté urbaine de Lyon	requête en appel introduite par la commune de Saint Genis Laval en annulation du jugement rendu par le tribunal administratif le 6 mai 2003 condamnant la Commune à indemniser les époux Guittelmacher. La Commune demande à être relevée en garantie solidairement par les entreprises et la communauté urbaine de Lyon	défenderesse
2003DC107	Association Acenas	requête en annulation de la délibération du 7 juillet 2003 approuvant la convention de financement d'un montant de 12 M€ à la Chambre de commerce et d'industrie pour le développement de l'aéroport Lyon-Saint Exupéry	défenderesse
2003DC009	Consorts Servan	assignation de la Communauté urbaine et de son président devant la chambre des urgences du tribunal de grande instance de Lyon par les consorts Servan aux fins de faire constater la vente de leurs droits indivis et de ceux des Hospices civils de Lyon sur l'immeuble 3, rue Grenette à Lyon 2°	défenderesse
2003DC004	Annie Cavalca	assignation au fond devant le tribunal d'instance de Villeurbanne de madame Cavalca aux fins de voir constater la résiliation de la convention d'occupation précaire conclue entre l'intéressée et la Communauté urbaine et ordonner son expulsion des locaux qu'elle occupe situés 6, rue Louis Girardet à Saint Fons	demanderesse
2003DC015	Chumbo Mendès Gérard Weber	assignation devant le tribunal d'instance de Villeurbanne aux fins de voir constater la résiliation des baux liant les intéressés à la Communauté urbaine et ordonner leur expulsion des garages qu'ils occupent situés 76, avenue Roger Salengro à Villeurbanne	demanderesse

2003DC119	Consorts Soubeyrand contre Communauté urbaine et monsieur Denis	assignation devant le tribunal de grande instance de Lyon de monsieur Denis et de la Communauté urbaine aux fins d'obtenir l'indemnisation des différents préjudices subis par les ayants droits de monsieur David Soubeyrand, suite au décès accidentel de ce dernier survenu le 8 avril 1999, route de Vienne à Vénissieux	défenderesse au soutien de monsieur Denis, agent communautaire
2003DC102	Jean-Claude Brochard contre communauté urbaine de Lyon	requête introductive d'appel déposée par monsieur Brochard devant la cour administrative d'appel de Lyon en vue d'obtenir l'indemnisation de son préjudice commercial et condamner la communauté urbaine de Lyon à lui verser le montant d'un préjudice (35 300 €) et 1500 € au titre de l'article L 761-1 CJA	défenderesse
2003DC114	Joséphine Caparros contre communauté urbaine de Lyon	requête déposée devant le tribunal administratif le 10 octobre 2003 afin d'obtenir la condamnation de la Communauté urbaine à verser aux ayants droits de monsieur Caparros, décédé dans un accident de circulation le 12 février 2001 pendant son temps de travail, une somme de 152 000 € au motif que la Communauté urbaine n'a pas souscrit de garantie conducteur et n'a pas informé ses agents de cet état de fait, les privant ainsi de la possibilité de souscrire à titre personnel les garanties leur semblant utiles eu égard à leur situation personnelle et familiale	défenderesse
2003DC124	Francisca Martinez contre communauté urbaine de Lyon	requête introductive d'appel déposée par madame Martinez devant la cour administrative d'appel de Lyon contre le jugement rendu par le tribunal administratif le 10 septembre 2003 rejetant sa requête indemnitaire. Madame Martinez demande la condamnation de la communauté urbaine de Lyon à lui rembourser le montant de son préjudice (12 000 €) subi lors de sa chute dans excavation non signalisée	défenderesse

2003DC092	SCI MMVD contre communauté urbaine de Lyon	requête introductive d'instance déposée par la SCI MMVD en date du 13 août 2003 devant le tribunal administratif en vue d'obtenir l'annulation du titre émis à son encontre pour frais de raccordement au réseau d'assainissement et la condamnation de la communauté urbaine de Lyon à lui verser une indemnité de 1 000 € au titre de l'article L 761-1 CJA	défenderesse
2003 DC 123	Christophe Pernot - La maison du Jambon contre communauté urbaine de Lyon	requête introductive d'appel déposée par monsieur Pernot devant la cour administrative d'appel de Lyon contre le jugement rendu par le tribunal administratif le 23 septembre 2003 rejetant sa requête indemnitaire. Monsieur Pernot demande la condamnation de la communauté urbaine de Lyon à lui verser le montant de son préjudice (31 556,95 €) et 1 524,49 € au titre de l'article L 8-1 CTA CAA	défenderesse
2003 DC101	Procureur général près la cour d'appel de Lyon et parties civiles contre communauté urbaine de Lyon	requête en appel du jugement du tribunal de grande instance de Lyon du 2 juin 2003	défenderesse
2003DC046	Epoux Ochi, Les Buissonnières à Jonage contre communauté urbaine de Lyon	requête introductive d'instance déposée par les Epoux Ochi en vue d'annuler l'arrêté du 10 mars 2003 par lequel le président de la Communauté urbaine a exercé son droit de préemption urbain sur une parcelle de terrain non bâti Les Buissonnières à Jonage, d'enjoindre à la Communauté urbaine de saisir les juridictions civiles aux fins d'obtenir la résiliation de la vente, de condamner la Communauté urbaine à leur verser la somme de 2 000 € au titre de l'article L 761-1 du code de justice administrative	défenderesse
2003DC009	Consorts Servan contre communauté urbaine de Lyon - transfert judiciaire de propriété	assignation devant le tribunal de Grande instance aux fins de constater le transfert de propriété d'un immeuble situé 3, rue Grenette à Lyon 2° sur lequel la Communauté urbaine a opéré son droit de préemption	défenderesse

2003DC018	communauté urbaine de Lyon contre monsieur Escoffier (POS commune de Craponne)	requête d'appel de la Communauté urbaine contre le jugement du 18 février 2003 par lequel le tribunal administratif de Lyon a prononcé l'annulation de la délibération en date du 26 février 2001 par laquelle le conseil de Communauté avait approuvé la révision du plan d'occupation des sols et la décision implicite du président de la Communauté urbaine par laquelle il avait rejeté le recours gracieux présenté à l'encontre de cet acte par monsieur Escoffier	demanderesse
2003DC087	Société JFP participation contre communauté urbaine de Lyon	requête introductive d'instance déposée par Société JFP participation en vue d'annuler l'arrêté de préemption du 25 août 2003 par lequel le président de la Communauté urbaine a exercé son droit de préemption urbain sur un terrain situé rue Jean Sarrazin à Lyon et à condamner la Communauté urbaine à leur verser la somme de 1 500 € au titre de l'article L 761-1 du code de justice administrative	défenderesse
2003DC050	Communauté urbaine contre consorts Lozano, Gourdol et Gandy - transfert judiciaire de propriété rue du Rhône à Solaize	assignation devant le tribunal de grande instance par la Communauté urbaine des colotis du lotissement Les Lilas situé rue du Rhône à Solaize et leurs ayants droit à céder gratuitement un tènement immobilier afin de réaliser des travaux d'élargissement, de condamner messieurs et mesdames Gourdol et Lozano à 10 000 € de dommages et intérêts pour le préjudice du fait du retard à régulariser la vente	demanderesse
2003DC057	Igor Barbault contre communauté urbaine de Lyon - demande indemnitaire	requête introductive d'instance déposée par monsieur Igor Barbault en vue d'annuler l'arrêté de préemption du 28 février 2003 par lequel le président de la Communauté urbaine a exercé son droit de préemption urbain sur une propriété située 5, avenue de Verdun à Dardilly et à condamner la Communauté urbaine à lui verser la somme de 3500 € au titre du préjudice qu'il a subi (coût des frais de recherche d'un autre logement et préjudice moral)	défenderesse
2003DC026	communauté urbaine de Lyon contre monsieur Antonio Da Silva et monsieur Carlos Gomès Da Silva	assignation en expulsion devant le tribunal d'instance de Villeurbanne pour occupation sans droit ni titre par les intéressés de deux garages situés 14, rue Jean Bourgey à Villeurbanne	demanderesse

2003DC115	Monsieur René Grenouillat contre communauté urbaine de Lyon	requête introductive d'instance déposée au tribunal administratif par monsieur Grenouillat aux fins de la liste d'aptitude au grade d'ingénieur en chef 1ère catégorie hors classe établie le 6 mai 2003	défenderesse
2003DC104	Christophe Di-Nota	requête introductive déposée au tribunal administratif de Lyon le 23 septembre 2003 aux fins d'annulation de la décision en date du 25 juillet 2003 par laquelle le président de la Communauté urbaine a prononcé la révocation de monsieur Di-Nota	défenderesse
2003 DC 107	Association Acenas contre communauté urbaine de Lyon	requête introductive d'instance déposée devant le tribunal administratif de Lyon sollicitant l'annulation de la délibération n° 2003-1312 en date du 7 juillet 2003 relative à la convention de financement conclue avec la Chambre de commerce et d'industrie pour l'aéroport de Lyon-Saint Exupéry	défenderesse
2003 DC 41	Syndicat des copropriétaires du 86, rue des Collonges à Saint Genis Laval contre la communauté urbaine de Lyon	requête introductive d'instance déposée devant le tribunal administratif de Lyon sollicitant l'annulation de l'arrêté de permis de construire n° 69204020046 du 17 février 2003 délivré à la SARL AXE'S par le maire de Saint Genis Laval pour la construction d'un immeuble de 20 logements 84, rue des Collonges	défenderesse
2003DC064	Association Canol contre délibération fonds d'intervention développement durable	requête introductive d'instance de l'Association des contribuables actifs du lyonnais (Canol) demandant l'annulation de la délibération n° 2002-0926 de la Communauté urbaine en date du 16 décembre 2002 créant un fonds d'intervention pour le développement durable à destination des pays du Sud dans le domaine de l'eau et à condamner la Communauté urbaine à leur verser la somme de 300 € au titre des frais irrépétibles	défenderesse

Vu ledit dossier ;

Vu sa délibération en date du 3 mars 2003 ;

**DELIBERE**

**Prend** acte du compte-rendu des décisions citées et prises en vertu de la délégation de principe accordée par la délibération en date du 3 mars 2003.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme,  
le président,  
pour le président,